

Réalisation de chantiers spécifiques en matériaux enrobés à chaud

Règlement de la consultation (RC)

| | |
|--------------------------------|--|
| Consultation n° | 2024-0060 |
| Date limite de remise des plis | 08 avril 2025 à 11h |
| Procédure de passation | Appel d'offres ouvert (Article R2124-2 1° - Code de la commande publique) |

1. ACHETEUR ET OBJET DU CONTRAT

■ Acheteur :

Conseil départemental de la Nièvre

Service Mobilités

Hôtel du département

58039 Nevers CEDEX

Téléphone : 03 86 60 67 00

Courriel : marchespublics@nievre.fr

Site internet : <https://nievre.fr>











■ Description de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes : **Réalisation de chantiers spécifiques en matériaux enrobés à chaud**

La présente consultation a pour objet la réalisation de chantier spécifique en enrobé à chaud en section courante, en traverse d'agglomération ou sur un domaine géré par le conseil départemental.

| Code CPV | Libellé CPV |
|------------|------------------|
| 44113320-4 | Enrobés routiers |

■ Caractéristiques principales du contrat :

| | |
|---|--|
|  Objet du contrat | Réalisation de chantiers spécifiques en matériaux enrobés à chaud |
|  Acheteur | Conseil départemental de la Nièvre |
|  Type de contrat | Accord-cadre à marchés subséquents sans minimum et avec maximum multi-attributaires de travaux |
|  Structure | Lot unique |
|  Lieu d'exécution | Les prestations seront à réaliser sur l'ensemble des routes départementales et des dépendances gérées par le conseil départemental de la Nièvre. |
|  Durée | 1 an - 3 reconductions |
|  Développement durable | Clause environnementale et clause sociale |
|  Pénalités de retard | 300 € par jour de retard, 500 € par jour au delà de 10 jours de retard |
|  Variation des prix | Révisibles (formule), formule (TP09m / TP09o) |
|  Nature des prix | Prix unitaires |

■ Allotissement et structure de la consultation :

La consultation n'est pas décomposée en lots pour les motifs suivants : impossible d'identifier des prestations distinctes.

Elle est décomposée comme suit :

| Type | Objet, délai |
|---------|--|
| Période | Période initiale - montant maximum 3 500 000,00 € HT, 1 an |
| Période | Reconduction - montant maximum 3 500 000,00 € HT, 1 an |
| Période | Reconduction - montant maximum 3 500 000,00 € HT, 1 an |
| Période | Reconduction - montant maximum 3 500 000,00 € HT, 1 an |

2. CARACTÉRISTIQUES DE LA PROCEDURE

■ Procédure de passation :

Appel d'offres ouvert (Article R2124-2 1° - Code de la commande publique).

■ Modalités de retrait du dossier de consultation :

Le dossier de consultation est disponible de manière électronique sur le profil d'acheteur : www.marches.ternum-bfc.fr.

Référence de la consultation : 2024-0060

■ Dossier de consultation :

Le dossier de consultation contient les documents suivants :

- Règlement de Consultation
- Acte d'Engagement
- Accord cadre et cahier des clauses communes aux marchés subséquents
- Cahier des Clauses Techniques Particulières
- Détail estimatif quantitatif
- Bordereau des prix unitaires
- Annexe RGPD

L'acheteur se réserve le droit d'envoyer au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres (initiale ou modifiée) des modifications de détail sur le dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié.

■ Délai de validité des offres :

Le délai de validité des offres est de 120 jour(s) à compter de la date limite de réception des offres.

■ Communication et échanges d'informations par voie électronique :

Les communications et échanges s'effectueront pendant toute la consultation par voie électronique par le biais du profil acheteur à l'adresse suivante : www.marches.ternum-bfc.fr.

Référence de la consultation : 2024-0060

■ Clause obligatoire d'insertion par l'activité économique

Le maître d'ouvrage, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application d'une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et/ou professionnelles. Leur mise en œuvre s'effectue dans les conditions à l'article 20 du CCAG des marchés de Travaux.

Cette clause est applicable sur la durée du marché soit pour un maximum de 4 ans à compter de la date de notification.

Chaque entreprise attributaire s'engage à réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le

retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

L'article 6.3 du CCAP précisent le périmètre de l'action à réaliser, les coordonnées du facilitateur, les profils de publics éligibles à la clause d'insertion.

La Fabrique Emploi et Territoires a mis en place un dispositif d'accompagnement pour faciliter la mise en œuvre de la clause d'insertion. Ce dispositif est identifié à l'article Y du CCAP.

ATTENTION :

LES CANDIDATS NE SONT PAS AUTORISÉS À FORMULER DANS LEUR OFFRE DES RESERVES SUR LA CLAUSE OBLIGATOIRE D'INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE.

UNE OFFRE QUI NE SATISFERAIT PAS À CETTE CONDITION D'EXECUTION SERA DECLARÉE NON-CONFORME AU MOTIF DU NON-RESPECT DU CAHIER DES CHARGES.

3. PRÉSENTATION DES PROPOSITIONS

■ Réponse et groupement :

Le candidat ne peut pas répondre à la fois en qualité de candidat individuel et de membres d'un ou plusieurs groupements.

Aucune forme particulière de groupement n'est imposée après attribution.

■ Variantes :

Les variantes dans les marchés subséquents seront autorisées suivant les chantiers.

Elles seront proposées avec l'offre de base.

Les titulaires de l'accord cadre ont obligation de répondre à la solution de base pour situer économiquement la plus value de la variante. L'absence d'offre pour la solution de base, entraîne le rejet de la variante du candidat.

Les variantes doivent permettre aux candidats de s'adapter à l'évolution technologique en proposant des innovations ou des procédés d'entreprise bien maîtrisés.

A défaut d'indications précises définies dans les marchés subséquents, les variantes devront être accompagnées de justificatifs techniques et faire l'objet d'un dossier séparé.

Le nombre autorisé de variantes par titulaire est fixé à 1.

■ Contenu des plis et conditions de participation :

A l'appui de leur candidature, les candidats doivent fournir les documents suivants :

| Document | Descriptif |
|--|--|
| Situation juridique | |
| Déclaration du candidat (DC2) | <i>Déclaration individuelle du candidat ou du membre du groupement (DC2 disponible sur le site du ministère de l'Economie et des Finances)</i> |
| Lettre de candidature (DC1) | <i>Lettre de candidature Habilitation du mandataire par ses cotraitants (DC1 disponible sur le site du ministère de l'Economie et des Finances)</i> |
| Capacité technique et professionnelle : minima exigés | |
| Qualifications professionnelles | <i>Certificats de qualifications professionnelles. La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen (certificats d'identité professionnelle, références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur à réaliser la</i> |

| Document | Descriptif |
|---|--|
| | <i>prestation)</i> |
| Références travaux | <i>Liste des travaux exécutés (5 dernières années) avec attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants, montant, époque, lieu d'exécution et précisions s'ils ont été faits selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin</i> |
| Autres justificatifs | |
| Annexe sur les performances en matière de protection de l'environnement | |
| Attestation assurance décennale | |
| Attestation d'assurance responsabilité civile | <i>Attestation d'assurance responsabilité civile</i> |

Présentation des documents : le candidat devra présenter ces documents soit dans des fichiers distincts (exemple : DC1.pdf, DC2.pdf), soit dans un même document (exemple : candidature.pdf) avec un sommaire et les numéros de page détaillant le contenu du document.

Le candidat peut remettre un document unique de marché européen (DUME) rédigé en français en lieu et place des documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à répondre aux marchés publics, de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière ainsi que des capacités techniques et professionnelles.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que l'acheteur peut obtenir par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

En outre, pour chaque sous-traitant mentionné dans l'offre, le candidat devra joindre :

- les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

L'offre des candidats est composée des documents suivants :

| Document | Descriptif |
|---|--|
| Acte d'Engagement | <i>Acte d'engagement</i> |
| Accord cadre et cahier des clauses communes aux marchés subséquents | <i>Accord cadre et cahier des clauses communes aux marchés subséquents</i> |
| BPU | <i>Bordereau de prix unitaire</i> |
| DE | <i>Détail estimatif</i> |
| Mémoire technique | <i>Mémoire technique</i> |

■ Modalités de remise des offres :

Les offres doivent être déposées avant les dates et heures limites indiquées en page de garde, de **manière électronique** sur le profil d'acheteur : www.marches.ternum-bfc.fr.
Référence de la consultation : 2024-0060

Les copies de sauvegarde et les éléments de la proposition qui ne peuvent être transmis par voie électronique doivent être adressés à :

Département de la Nièvre
Service Achats
Hôtel du département
58039 NEVERS Cedex

Les candidats doivent satisfaire aux prérequis techniques décrits par le profil d'acheteur. Les conditions d'utilisation de la plateforme telles que les formats de documents acceptés, l'organisation, le nommage et la taille totale des plis acceptés, les fonctions d'horodatage, le contrôle des logiciels malveillants peuvent être consultées sur le profil d'acheteur. La transmission des plis avant les date et heure limites de la consultation est effectuée sous la seule responsabilité des candidats. Il leur est fortement conseillé de procéder au dépôt suffisamment à l'avance avant l'heure de clôture en particulier si les plis sont volumineux. En cas de dépôts successifs il est recommandé que le dernier dépôt contienne l'ensemble des pièces exigées. Tous les plis sont horodatés et font l'objet après dépôt d'un accusé de bonne réception délivré par le profil acheteur. Dans le cas de candidatures groupées, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement. Les candidats peuvent transmettre une copie de sauvegarde de leur pli électronique. Elle peut être envoyée sur support physique électronique, ou support papier, qui doit être placée dans un pli scellé, comporter sur l'enveloppe le numéro de la consultation et le nom du candidat. Ce pli est adressé en recommandé avec avis de réception ou remis en main propre contre récépissé à l'adresse indiquée ci-avant. Durant toute la procédure, tous les échanges avec l'acheteur se font de manière électronique via le profil d'acheteur. Les candidats sont invités à alerter l'acheteur sur d'éventuelles erreurs matérielles ou contrariétés d'informations contenues dans les documents de la consultation afin de lever toute ambiguïté en adressant un message sur le profil d'acheteur. En cas de problème rencontré sur la plateforme, les candidats sont invités à contacter le support technique mis en place sur le profil d'acheteur. La notification des échanges électroniques se faisant au moyen de la messagerie électronique, les candidats sont appelés à une vigilance particulière. Le candidat détenant un compte est responsable du paramétrage et de la surveillance de la messagerie (adresse courriel durable, redirection automatique, utilisation d'antispam) et doit s'assurer que les messages envoyés par le profil d'acheteur ne seront pas traités comme des courriels indésirables.

Les propositions doivent être remises en euros et rédigées en langue française. Si les propositions sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français. Les propositions doivent être signées de manière électronique par les candidats lors de la remise des offres. Le candidat doit disposer d'un certificat valide et conforme aux exigences du règlement de l'Union européenne « eIDAS » du 23 juillet 2014 (n°910/2014/UE), délivré par l'un des organismes agréés par l'Agence nationale pour la sécurité des systèmes d'information (ANSSI). A défaut de certificat, les candidats sont invités à se rapprocher d'un organisme agréé avant de procéder à la commande. Le délai de commande d'un certificat pouvant prendre entre 8 et 15 jours, il est fortement recommandé d'anticiper cette opération. Le certificat doit être détenu par une personne ayant la capacité d'engager le candidat dans le cadre de la présente consultation. Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique, le candidat est informé qu'il peut utiliser l'outil de signature électronique de son choix, comme celui mis à disposition par le profil d'acheteur, et signer les documents au format XAdES, CAdES ou PAdES.

4. JUGEMENT DES OFFRES ET ATTRIBUTION

■ Critères de sélection des candidats :

Les candidatures sont analysées et sélectionnées en fonction des critères suivants :

| Critère et pondération | Descriptif |
|--|---|
| 1. Garanties professionnelles et financières | Garanties professionnelles et financières |
| 2. Preuves capacités professionnelle travaux | Preuves de la capacité professionnelle (Références présentées pour des prestations de même nature et de même importance achevées depuis moins de 5 ans) |

■ Critères de jugement des offres :

Les offres sont analysées et classées en fonction des critères suivants :

| Critère et pondération | Descriptif |
|------------------------|------------|
|------------------------|------------|

| Critère et pondération | Descriptif |
|--|--|
| 1. Prix chantier enrobé (60 %) | <p>Les offres financières seront classées après vérification et correction des erreurs éventuelles.</p> <p>L'administration se réserve le droit d'éliminer les offres des candidats dont certains prix unitaires seraient jugés anormalement bas, si les autres prix à comparer ne sont pas excessivement élevés.</p> <p>Un prix unitaire pour une prestation donnée est suspecté anormalement bas s'il se trouve être inférieur de 50% à la moyenne des prix fournis par les autres candidats pour la rémunération de la même prestation.</p> <p>Un prix unitaire pour une prestation donnée est suspecté excessivement élevé s'il se trouve être supérieur de 50% à la moyenne des prix fournis par les candidats hors prix extrêmes pour la rémunération de la même prestation.</p> <p>L'offre économiquement la plus avantageuse se verra attribuée la note maximale de 20 points.</p> <p>En cas de parties décimales, les notes calculées seront arrondies de manière à disposer de deux décimales.</p> <p>Les notes seront attribuées selon la formule suivante : $20 \times \text{Offre économiquement la plus avantageuse} / \text{Offre candidat}$ </p> <p>En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur le bordereau des prix unitaires prévaudront sur toutes autres indications de l'offre et le montant du détail estimatif sera rectifié en conséquence.</p> <p>Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées dans ce détail estimatif seront également rectifiées et c'est le montant ainsi rectifié du détail estimatif qui sera pris en considération pour le jugement des offres.</p> <p>En conséquence, le montant de l'offre figurant à l'acte d'engagement sera modifié en tenant compte des indications qui précèdent.</p> |
| 2. Valeur technique et environnementale (40 %) | <p>Le critère Valeur technique et environnementale (notice technique du candidat) sera noté sur 20 (NTECH).</p> <p>La valeur technique sera appréciée à partir des éléments figurant dans la notice technique décrivant l'organisation spécifique du chantier avec la fourniture d'un planning de réalisation, les moyens humains et matériels mobilisables avec les techniques envisagées ainsi que les matériaux utilisés (fiche technique produit, étude de formulation d'enrobé).</p> <p>La valeur technique et environnementale notée sur 20, est appréciée en fonction des cinq sous critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 4 points pour les matériaux employés et les moyens mis en œuvre pour la prise en compte de l'environnement sur le chantier • 4 points pour la description de la gestion des déchets du chantier • 4 points pour les moyens matériels et humains de l'entreprise ainsi que la description des procédures mis en œuvre pour la qualité du chantier (formulation, fabrication, suivi du chantier) • 4 points pour la provenance et la qualité des matériaux (fournir les FTP des liants, dopes et granulats) • 4 points sur les formulations d'enrobés proposées <p>La note des éléments du mémoire technique est attribuée suivant le barème suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 0 point = Non défini, pas d'indications • 1 point = Succinct • 2 points = Défini de façon générale • 3 points = Détaillé • 4 points = Détaillé et adapté en fonction des chantiers <p>Les spécificités techniques de la variante seront examinées sur le</p> |

| Critère et pondération | Descriptif |
|------------------------|--|
| | même principe que la solution de base. |

Modalités de calcul des notes :

Les critères sont notés : **Sur 20**, la note pondérée est obtenue par multiplication du pourcentage de pondération.
La note totale est notée : d'abord obtenue par addition des notes des critères sur 40,00, puis ramenée sur **20,00**

Les offres sont rejetées sans être classées dans les cas suivants :

| | |
|--------------------------|--|
| Offre hors délai | Lorsque le pli est reçu par l'acheteur après la date et l'heure limite fixées dans la consultation. |
| Offre anormalement basse | Le prix est manifestement sous-évalué, de nature à compromettre la bonne exécution du contrat, et le fournisseur n'apporte pas de justification du prix après demande de l'acheteur, notamment au regard du mode de fabrication, de la solution technique, de l'originalité, de la réglementation applicable ou d'une aide d'Etat. |
| Offre inappropriée | L'offre est sans rapport avec les besoins ou exigences exprimés par l'acheteur. |
| Offre irrégulière | L'offre ne respecte pas les exigences formulées pour la consultation, est incomplète ou méconnaît la législation applicable en matière sociale ou environnementale, malgré une éventuelle demande de régularisation par l'acheteur. |
| Offre inacceptable | Le prix excède les crédits budgétaires alloués par l'acheteur au contrat. |

■ **Régularisation des offres :**

L'acheteur se réserve la possibilité de demander aux candidats ayant remis une offre irrégulière de régulariser leur proposition, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. Les justificatifs non substantiels manquants devront alors être fournis dans le délai fixé par l'acheteur à défaut de quoi l'offre du candidat sera définitivement rejetée. Cette régularisation ne peut avoir pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

■ **Offres anormalement basses :**

Conformément aux articles R2152-3 à R2152-5 du Code de la commande publique, toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande de précisions assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

■ **Multi-attribution :**

Le contrat est attribué à plusieurs fournisseurs dans les conditions suivantes :

L'accord-cadre pourra être attribué à plusieurs opérateurs économiques. Ce nombre sera au minimum de 3 et inférieur ou égal à six maximum.

Les opérateurs économiques, sélectionnés dans l'ordre du classement final et ayant une note finale strictement supérieure à 13, deviendront ses prestataires exclusifs pendant la durée de l'accord-cadre. Ils seront remis en concurrence selon les modalités prévues au cahier des prescriptions administratives de l'accord-cadre. Ainsi, à chaque consultation de marchés subséquents sera joint un bordereau des prix et un détail estimatif correspondant aux prestations à réaliser. Il appartiendra aux titulaires de proposer des prix en cohérence.

■ Critères d'attribution des marchés subséquents :

Les offres des marchés subséquents seront analysées et classées en fonction des critères suivants :

| JUGEMENT A | JUGEMENT B | JUGEMENT C | JUGEMENT D |
|--|--|------------|--|
| 1 – Prix : 60% 2 – Valeur technique et environnementale : 40% | 1 – Prix : 60% 2 – Valeur technique et environnementale : 20% 3 – Formule d'enrobé : 20% | 1 -Prix | 1 – Prix : 60% 2 – Formule d'enrobé : 40% |

Détail dans la pièce du marché « Accord cadre et cahier des clauses communes aux marchés subséquents »

■ Documents à produire par l'attributaire :

Le candidat retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire qu'à la condition de produire dans un délai imparti les documents justificatifs requis par l'acheteur et exigés par la réglementation :

| Document | Descriptif |
|----------------------------------|---|
| Certificat de régularité fiscale | Attestation délivrée par la DGFIP certifiant de la régularité de la situation de l'attributaire au regard de ses obligations fiscales |
| Certificat de régularité sociale | Attestation délivrée par l'URSSAF ou par d'autres organismes sociaux selon l'entreprise |
| Extrait KBIS | Extrait K, extrait KBIS, extrait D1 ou tout document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat attestant de l'absence de cas d'exclusion |

5. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats font parvenir leur demande au plus tard 12 jours avant la date limite de remise des offres leurs questions par voie électronique sur le profil acheteur www.marches.ternum-bfc.fr. La réponse est adressée au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres à tous les candidats ayant téléchargé le dossier de consultation sous réserve d'avoir indiqué un courriel valide.

■ Voies et délais de recours

Les recours contentieux ouverts aux candidats sont les suivants :

- Référé précontractuel avant la signature du contrat (articles L.551-1 à 12 du Code de Justice Administrative) ;
- Référé contractuel après la signature du contrat, dans les 31 jours qui suivent la publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci (dans les conditions décrites aux articles L.551-13 à 23 du même code) ;
- soit d'un recours en contestation de la validité du contrat, conformément à la décision du Conseil d'Etat du 4 avril 2014 n°358994 "Tarn et Garonne", dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution ou à défaut de toute autre mesure de publicité concernant la conclusion du contrat.

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier à :

Tribunal Administratif de Dijon
22 rue d'Assas
BP 61616
21000 Dijon Cedex
Téléphone : 03 80 73 91 00
Courriel : greffe.ta-dijon@juradm.fr
Télécopie : 03 80 73 39 89
Site internet : dijon.tribunal-administratif.fr



Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)

[Formulaires candidats \(DAJ\)](#)

[Médiateur des entreprises](#)

[CCAG Travaux du 30 mars 2021](#)